6 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS FIGURANT DANS LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL WT/DS384/AB/RW

6.1. Dans l'appel concernant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS384/RW (le rapport du Groupe spécial concernant le Canada), l'Organe d'appel formule les constatations ci-après.

6.2. Pour les raisons exposées dans la section 5.1 du présent rapport, concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC, l'Organe d'appel:

- a. en ce qui concerne la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure EPO modifiée augmente la charge liée à la tenue des registres résultant de la mesure EPO initiale:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.87 à 7.113 de son rapport concernant le Canada, dans son analyse de l'incidence de l'étiquetage indiquant le lieu de production;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.114 à 7.127 de son rapport concernant le Canada, dans son analyse de l'incidence de l'élimination de la flexibilité relative à l'ordre des pays; et
  - iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, dans la section 7.5.4.2.4.4 de son rapport concernant le Canada, dans son examen de l'augmentation de la charge liée à la tenue des registres résultant de la mesure EPO modifiée, dans le cadre de son analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
- b. en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives aux possibles inexactitudes de l'étiquetage dans le cadre de la mesure EPO modifiée:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.269 de son rapport concernant le Canada, dans son examen des possibles inexactitudes de l'étiquetage s'agissant des étiquettes B et C telles qu'elles sont prescrites par la mesure EPO modifiée; et
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, dans la section 7.5.4.2.4.4 de son rapport concernant le Canada, dans son examen des possibles inexactitudes de l'étiquetage dans le cadre de la mesure EPO modifiée, dans son analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
- c. en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives aux exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.203 de son rapport concernant le Canada, en constatant que les exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée étaient pertinentes pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.273 à 7.276 de son rapport concernant le Canada, en n'accordant pas d'importance au fait que les exemptions prévues par la mesure EPO modifiée s'appliquaient de façon égale à la viande provenant de bétail importé et à la viande provenant de bétail national;
  - iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.275 de son rapport concernant le Canada, en considérant, au sujet des considérations relatives aux coûts qui, selon les allégations, justifiaient l'existence des exemptions, que ces

considérations relatives aux coûts ne constituaient pas une justification ultérieure de mesures discriminatoires;

- iv. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.277 de son rapport concernant le Canada, en considérant que les exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée étayaient la conclusion que l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé ne découlait pas exclusivement de distinctions réglementaires légitimes; et
- v. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.272 de son rapport concernant le Canada, en n'évaluant pas le fonctionnement des exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée sur le marché des États-Unis;
- d. en ce qui concerne l'évaluation par le Groupe spécial de la pertinence de l'étiquette D pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de la mesure EPO modifiée sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.279 de son rapport concernant le Canada, en constatant que les prescriptions concernant l'étiquette D n'étaient pas des éléments de preuve convaincants d'une discrimination arbitraire ou injustifiable en violation de l'article 2.1 de l'Accord OTC;
- e. en ce qui concerne l'évaluation par le Groupe spécial de la pertinence de l'étiquette E pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de la mesure EPO modifiée sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.280 de son rapport concernant le Canada, en constatant que les prescriptions concernant l'étiquette E ne démontraient pas que la mesure EPO modifiée enfreignait l'article 2.1 de l'Accord OTC; et
- f. en ce qui concerne l'évaluation par le Groupe spécial de la pertinence de l'interdiction d'un système de traçabilité par la mesure EPO modifiée pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.281 de son rapport concernant le Canada, dans son évaluation de la pertinence de l'interdiction d'un système de traçabilité par la mesure EPO modifiée pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes.

6.3. Pour les raisons exposées dans la section 5.2 du présent rapport, concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, l'Organe d'appel:

- a. en ce qui concerne l'enchaînement des étapes et l'ordre de l'analyse de la "nécessité" par le Groupe spécial:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.301 à 7.303 de son rapport concernant le Canada, en n'énonçant pas correctement la composante relationnelle de l'analyse au titre de l'article 2.2;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.301 à 7.303 de son rapport concernant le Canada, en ne décrivant pas comment les facteurs pertinents devaient être soupesés et mis en balance les uns par rapport aux autres dans le cadre de l'analyse "relationnelle"; et

- iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.297 à 7.299 de son rapport concernant le Canada, en ne précisant pas que l'analyse "comparative" ne prévalait pas nécessairement sur l'analyse "relationnelle";
- b. en ce qui concerne l'analyse par le Groupe spécial de la contribution de la mesure EPO modifiée à son objectif:
  - i. constate que le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.356 de son rapport concernant le Canada, en excluant les étiquettes D et E pour parvenir à la conclusion que la mesure EPO modifiée apportait une contribution "considérable mais nécessairement partielle" à son objectif;
- c. en ce qui concerne l'interprétation et l'application du membre de phrase "compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait" de l'article 2.2 de l'Accord OTC:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.488 et 7.501 de son rapport concernant le Canada, en envisageant qu'une mesure de rechange fournissant moins de renseignements, ou des renseignements moins exacts, sur l'origine aux consommateurs pour un éventail de produits sensiblement plus large pourrait atteindre un degré de contribution "équivalent" à celui de la mesure EPO modifiée;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.379 de son rapport concernant le Canada, en ne prenant pas en compte l'importance relative des valeurs ou intérêts servis par la mesure EPO modifiée pour évaluer les "risques que la non-réalisation entraînerait";
  - iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.380 de son rapport concernant le Canada, en ne prenant pas en compte la conception, la structure et les principes de base de la mesure EPO modifiée pour évaluer les "risques que la non-réalisation entraînerait";
  - iv. constate que le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.423 de son rapport concernant le Canada, en concluant qu'il ne pouvait pas déterminer la gravité des conséquences de la non-réalisation de l'objectif de la mesure EPO modifiée, et constate que le Groupe spécial a ensuite fait erreur, aux paragraphes 7.490 et 7.503 de son rapport concernant le Canada, en constatant que le Canada n'avait pas établi *prima facie* que les première et deuxième mesures de rechange proposées apporteraient un degré "équivalent" de contribution à l'objectif de la mesure;
  - v. par conséquent, infirme la conclusion globale du Groupe spécial, au paragraphe 7.613 de son rapport concernant le Canada, selon laquelle le Canada n'a pas établi *prima facie* que la mesure EPO modifiée violait l'article 2.2 de l'Accord OTC; et
  - vi. constate qu'il n'y a pas suffisamment de faits non contestés versés au dossier pour compléter l'analyse juridique des allégations du Canada au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC en ce qui concerne les première et deuxième mesures de rechange proposées; et
- d. en ce qui concerne les troisième et quatrième mesures de rechange proposées:
  - i. infirme les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.564 et 7.610 de son rapport concernant le Canada, selon lesquelles le Canada n'a pas établi *prima facie* que ses troisième et quatrième mesures de rechange proposées étaient raisonnablement disponibles aux fins de ses allégations au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC.

6.4. Pour les raisons exposées dans la section 5.3 du présent rapport, concernant l'analyse du Groupe spécial au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, l'Organe d'appel:

- a. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en n'attribuant pas de pertinence contextuelle à l'article IX du GATT de 1994 dans son interprétation de l'article III:4 du GATT de 1994; et

6.5. Pour les raisons exposées dans la section 5.4 du présent rapport, l'Organe d'appel:

- a. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 6.73 à 6.75 de son rapport concernant le Canada, dans la façon dont il a examiné la demande des États-Unis, présentée durant la phase de réexamen intérimaire, concernant la possibilité d'invoquer l'article XX du GATT de 1994 pour se prévaloir d'une exception à l'article III:4 du GATT de 1994 dans le cas de la mesure EPO modifiée.

6.6. Pour les raisons exposées dans la section 5.5 du présent rapport, l'Organe d'appel:

- a. constate que la condition sur laquelle l'appel du Canada au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 est fondé n'est pas remplie et, par conséquent, ne formule aucune constatation sur le point de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en appliquant le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Canada au titre de l'article XXIII:1 b); et
- b. constate que la condition sur laquelle l'appel des États-Unis au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 est fondé n'est pas remplie et, par conséquent, ne formule aucune constatation sur le point de savoir si le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.663 de son rapport concernant le Canada, en constatant que l'allégation du Canada au titre de l'article XXIII:1 b) relevait de son mandat.

6.7. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures, dont il a été constaté dans le présent rapport et dans le rapport du Groupe spécial concernant le Canada, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et l'Accord OTC, conformes à leurs obligations au titre de ces accords.

Texte original signé à Genève le 24 avril 2015 par:

Ricardo Ramírez-Hernández
Président

Seung Wha Chang
Membre

Peter Van den Bossche
Membre

6 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS FIGURANT DANS LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL WT/DS386/AB/RW

6.1. Dans l'appel concernant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) – Recours du Mexique à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS386/RW (le rapport du Groupe spécial concernant le Mexique), l'Organe d'appel formule les constatations ci-après.

6.2. Pour les raisons exposées dans la section 5.1 du présent rapport, concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.1 de l'Accord OTC, l'Organe d'appel:

- a. en ce qui concerne la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure EPO modifiée augmente la charge liée à la tenue des registres résultant de la mesure EPO initiale:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.87 à 7.113 de son rapport concernant le Mexique, dans son analyse de l'incidence de l'étiquetage indiquant le lieu de production;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.114 à 7.127 de son rapport concernant le Mexique, dans son analyse de l'incidence de l'élimination de la flexibilité relative à l'ordre des pays; et
  - iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, dans la section 7.5.4.2.4.4 de son rapport concernant le Mexique, dans son examen de l'augmentation de la charge liée à la tenue des registres résultant de la mesure EPO modifiée, dans le cadre de son analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
- b. en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives aux possibles inexactitudes de l'étiquetage dans le cadre de la mesure EPO modifiée:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.269 de son rapport concernant le Mexique, dans son examen des possibles inexactitudes de l'étiquetage s'agissant des étiquettes B et C telles qu'elles sont prescrites par la mesure EPO modifiée; et
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, dans la section 7.5.4.2.4.4 de son rapport concernant le Mexique, dans son examen des possibles inexactitudes de l'étiquetage dans le cadre de la mesure EPO modifiée, dans son analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
- c. en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives aux exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.203 de son rapport concernant le Mexique, en constatant que les exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée étaient pertinentes pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.273 à 7.276 de son rapport concernant le Mexique, en n'accordant pas d'importance au fait que les exemptions prévues par la mesure EPO modifiée s'appliquaient de façon égale à la viande provenant de bétail importé et à la viande provenant de bétail national;
  - iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.275 de son rapport concernant le Mexique, en considérant, au sujet des considérations relatives aux coûts qui, selon les allégations, justifiaient l'existence des exemptions, que ces

considérations relatives aux coûts ne constituaient pas une justification ultérieure de mesures discriminatoires;

- iv. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.277 de son rapport concernant le Mexique, en considérant que les exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée étayaient la conclusion que l'incidence préjudiciable de cette mesure sur le bétail importé ne découlait pas exclusivement de distinctions réglementaires légitimes; et
- v. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.272 de son rapport concernant le Mexique, en n'évaluant pas le fonctionnement des exemptions prescrites par la mesure EPO modifiée sur le marché des États-Unis; et
- d. en ce qui concerne l'évaluation par le Groupe spécial de la pertinence de l'étiquette E pour l'analyse de la question de savoir si l'incidence préjudiciable de la mesure EPO modifiée sur le bétail importé découlait exclusivement de distinctions réglementaires légitimes:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.280 de son rapport concernant le Mexique, en constatant que les prescriptions concernant l'étiquette E ne démontraient pas que la mesure EPO modifiée enfreignait l'article 2.1 de l'Accord OTC.

6.3. Pour les raisons exposées dans la section 5.2 du présent rapport, concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC, l'Organe d'appel:

- a. en ce qui concerne l'enchaînement des étapes et l'ordre de l'analyse de la "nécessité" par le Groupe spécial:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.298 de son rapport concernant le Mexique, en disant qu'"une "analyse comparative" ne serait redondante que dans des circonstances exceptionnelles", et en concluant, aux paragraphes 7.301 à 7.303 et 7.424 de son rapport concernant le Mexique, que l'existence de telles "circonstances exceptionnelles" devait être démontrée avant que de quelconques conclusions "globales" concernant l'article 2.2 puissent être tirées de l'analyse "relationnelle";
- b. en ce qui concerne l'analyse par le Groupe spécial de la contribution de la mesure EPO modifiée à son objectif:
  - i. constate que le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.356 de son rapport concernant le Mexique, en excluant les étiquettes D et E pour parvenir à la conclusion que la mesure EPO modifiée apportait une contribution "considérable mais nécessairement partielle" à son objectif;
- c. en ce qui concerne l'interprétation et l'application du membre de phrase "compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait" de l'article 2.2 de l'Accord OTC:
  - i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 7.488 et 7.501 de son rapport concernant le Mexique, en envisageant qu'une mesure de rechange fournissant moins de renseignements, ou des renseignements moins exacts, sur l'origine aux consommateurs pour un éventail de produits sensiblement plus large pourrait atteindre un degré de contribution "équivalent" à celui de la mesure EPO modifiée;
  - ii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.379 de son rapport concernant le Mexique, en ne prenant pas en compte l'importance relative des valeurs ou intérêts servis par la mesure EPO modifiée pour évaluer les "risques que la non-réalisation entraînerait";

- iii. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, au paragraphe 7.380 de son rapport concernant le Mexique, en ne prenant pas en compte la conception, la structure et les principes de base de la mesure EPO modifiée pour évaluer les "risques que la non-réalisation entraînerait";
  - iv. constate que le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.423 de son rapport concernant le Mexique, en concluant qu'il ne pouvait pas déterminer la gravité des conséquences de la non-réalisation de l'objectif de la mesure EPO modifiée, et constate que le Groupe spécial a ensuite fait erreur, aux paragraphes 7.490 et 7.503 de son rapport concernant le Mexique, en constatant que le Mexique n'avait pas établi *prima facie* que les première et deuxième mesures de rechange proposées apporteraient un degré "équivalent" de contribution à l'objectif de la mesure;
  - v. par conséquent, infirme la conclusion globale du Groupe spécial, au paragraphe 7.613 de son rapport concernant le Mexique, selon laquelle le Mexique n'a pas établi *prima facie* que la mesure EPO modifiée violait l'article 2.2 de l'Accord OTC; et
  - vi. constate qu'il n'y a pas suffisamment de faits non contestés versés au dossier pour compléter l'analyse juridique des allégations du Mexique au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC en ce qui concerne les première et deuxième mesures de rechange proposées; et
- d. en ce qui concerne les troisième et quatrième mesures de rechange proposées:
- i. infirme les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.564 et 7.610 de son rapport concernant le Mexique, selon lesquelles le Mexique n'a pas établi *prima facie* que ses troisième et quatrième mesures de rechange proposées étaient raisonnablement disponibles aux fins de ses allégations au titre de l'article 2.2 de l'Accord OTC.

6.4. Pour les raisons exposées dans la section 5.3 du présent rapport, concernant l'analyse du Groupe spécial au titre de l'article III:4 du GATT de 1994, l'Organe d'appel:

- a. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en n'attribuant pas de pertinence contextuelle à l'article IX du GATT de 1994 dans son interprétation de l'article III:4 du GATT de 1994; et

6.5. Pour les raisons exposées dans la section 5.4 du présent rapport, l'Organe d'appel:

- a. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur, aux paragraphes 6.73 à 6.75 de son rapport concernant le Mexique, dans la façon dont il a examiné la demande des États-Unis, présentée durant la phase de réexamen intérimaire, concernant la possibilité d'invoquer l'article XX du GATT de 1994 pour se prévaloir d'une exception à l'article III:4 du GATT de 1994 dans le cas de la mesure EPO modifiée.

6.6. Pour les raisons exposées dans la section 5.5 du présent rapport, l'Organe d'appel:

- a. constate que la condition sur laquelle l'appel du Mexique au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 est fondé n'est pas remplie et, par conséquent, ne formule aucune constatation sur le point de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en appliquant le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Mexique au titre de l'article XXIII:1 b); et
- b. constate que la condition sur laquelle l'appel des États-Unis au titre de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994 est fondé n'est pas remplie et, par conséquent, ne formule aucune constatation sur le point de savoir si le Groupe spécial a fait erreur, au paragraphe 7.663 de son rapport concernant le Mexique, en constatant que l'allégation du Mexique au titre de l'article XXIII:1 b) relevait de son mandat.

6.7. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures, dont il a été constaté dans le présent rapport et dans le rapport du Groupe spécial concernant le Mexique, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec le GATT de 1994 et l'Accord OTC, conformes à leurs obligations au titre de ces accords.

Texte original signé à Genève le 24 avril 2015 par:

Ricardo Ramírez-Hernández
Président

Seung Wha Chang
Membre

Peter Van den Bossche
Membre